



United Nations Security Council Arria Formula Meeting
Protection of Civilians:

Achieving a better protection of water-related essential services and infrastructure for the civilian population during armed conflicts

New York, le 22 mars 2023

Déclaration de la Suisse

lue par S.E. M. Christian Frutiger
Secrétaire d'Etat, Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse

Monsieur le Ministre,

Je vous remercie pour vos mots d'introduction, ainsi que pour la co-organisation de cette réunion en format « Arria ». La Suisse vous est également reconnaissante d'accueillir cet événement sous votre présidence du Conseil de sécurité.

Excellences,
Chères et chers collègues,
Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite, à mon tour, la bienvenue en ce 22 mars, Journée mondiale de l'eau.

Cette date est très symbolique cette année puisqu'elle coïncide avec l'ouverture de la Conférence des Nations unies sur l'eau 2023.

La Suisse se réjouit du retour de cette thématique à la surface de l'agenda onusien, 46 ans après la dernière conférence sur l'eau, c'était en 1977.

Les défis actuels en matière d'accès, de gestion et de gouvernance des eaux sont multiples et exigent des solutions multilatérales.

C'est pourquoi, lors du débat général de la Conférence, la Suisse se prononcera pour l'inscription durable de cette thématique dans les priorités de l'ONU. Le Conseil de sécurité doit également y porter son attention.

C'est dans ce même élan que nous – la Suisse et le Mozambique - avons décidé de traiter d'un aspect complexe de l'accès à l'eau : la protection des services et des infrastructures hydrauliques lors de conflits armés.



Mesdames et Messieurs,

L'eau est essentielle à toute vie sur terre et l'accès à l'eau est un droit fondamental. Il doit être garanti en tout temps, y compris en temps de guerre.

Pourtant, malgré les engagements pris au sein même du Conseil de sécurité ; et malgré leur protection par le droit international humanitaire, les installations hydrauliques continuent d'être détruites ou endommagées dans des conflits armés. Cela doit changer sans délais.

Les conséquences sont dramatiques :

Premièrement : Les civils pris au piège des combats se retrouvent sans ressources, sans hygiène et sans eau potable. Les premières victimes sont en majorité des enfants et des personnes âgées. S'attaquer à l'eau, c'est s'attaquer aux plus vulnérables d'entre nous. Nous disposons ici, aujourd'hui, d'une tribune pour lancer un appel sans équivoque : Le droit international humanitaire - soutenu par les résolutions du Conseil de sécurité en matière de protection d'infrastructures vitales et d'accès à l'eau - doit être respecté et mis en œuvre, partout et sans exception.

Deuxièmement : Si l'eau est essentielle aux populations pendant les conflits, elle reste indispensable après la fin des hostilités. Aucun processus de paix solide, aucune reconstruction durable n'est possible sans infrastructures de bases. Leur reconstruction coûte cher - en argent, mais surtout en temps.

Cette attente place des régions entières sur « pause » - si j'ose dire. Elle retarde le retour des personnes déplacées et hypothèque leurs chances de retrouver une vie normale. Par ricochet, cette situation empêche toute reprise des activités économiques et sociales dans des zones déjà durement frappées par la guerre. L'instabilité demeure et le risque d'attiser les anciennes tensions est élevé.

Troisièmement : Une eau potable et des installations sécurisées font barrage à d'autres dangers. Les risques de pollution, les maladies et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles aggravées par le changement climatique sont fortement réduits.

Voilà, chers collègues, pourquoi l'eau est un enjeu majeur pendant et après un conflit armé, y compris pour les actions de ce Conseil en faveur de la paix.

C'est aussi dans cet esprit que La Liste de Genève des « principes relatifs à la protection des infrastructures hydrauliques dans le contexte de conflits armés » a été rédigée. Cette liste s'inscrit dans mouvement Blue Peace, axé sur la diplomatie de l'eau et initié par la Suisse.

Mesdames et Messieurs,

J'attends de la discussion qui va suivre qu'elle nous permette de définir - et de mettre en œuvre - des mesures efficaces pour la protection des services et des infrastructures d'eau essentiels.



Enfin, j'aimerais souligner que la protection de l'accès à l'eau et des infrastructures d'assainissement est au cœur de la protection des civils dans les conflits armés. Il s'agit d'une des priorités de la Suisse en tant que membre du Conseil de sécurité de l'ONU.

Merci pour votre attention et bonne discussion.

Unofficial translation

Mr. Minister,

I thank you for your introductory words, as well as for co-organizing this meeting in the "Arria" format. Switzerland is also grateful to you for hosting this event under your presidency of the Security Council.

Excellencies,
Dear colleagues,
Ladies and Gentlemen,

I, too, welcome you on this March 22, World Water Day.

This date is very symbolic this year as it coincides with the opening of the United Nations Water Conference 2023.

Switzerland welcomes the return of this topic to the surface of the UN agenda, 46 years after the last conference on water, in 1977.

The current challenges in terms of access, management and governance of water are multiple and require multilateral solutions.

This is why Switzerland will speak out in favor of including this issue in the priorities of the UN during the general debate of the Conference. The Security Council must also pay attention to it.

With this in mind, we - Switzerland and Mozambique - have decided to address a complex aspect of access to water: the protection of water services and infrastructure during armed conflicts.

Ladies and gentlemen,

Water is essential to all life on earth and access to water is a fundamental right. It must be guaranteed at all times, including in times of war.



Yet, despite commitments made within the Security Council itself, and despite their protection under international humanitarian law, water facilities continue to be destroyed or damaged in armed conflicts. This must change without delay.

The consequences are dramatic:

First: Civilians trapped in the fighting are left without resources, without hygiene and without drinking water. The first victims are mostly children and the elderly. To attack water is to attack the most vulnerable among us. We have a platform here today to make an unequivocal appeal: International humanitarian law - supported by Security Council resolutions on the protection of vital infrastructure and access to water - must be respected and implemented, everywhere and without exception.

Second: If water is essential to populations during conflicts, it remains indispensable after the end of hostilities. No solid peace process, no sustainable reconstruction is possible without basic infrastructure. Reconstruction is expensive - in money, but especially in time. This wait puts entire regions on "pause" - if I dare say so. It delays the return of displaced persons and mortgages their chances of returning to normal life. In turn, this situation prevents any resumption of economic and social activities in areas already hard hit by the war. Instability remains and there is a high risk of fueling old tensions.

Third: Safe water and safe facilities are a barrier to other hazards. Risks of pollution, disease, and vulnerability to natural disasters exacerbated by climate change are greatly reduced.

This, dear colleagues, is why water is a major issue during and after armed conflict, including for the actions of this Council in favour of peace.

It is also in this spirit that the Geneva List of "principles relating to the protection of water infrastructure in the context of armed conflict" was drafted. This list is part of the Blue Peace movement, focused on water diplomacy and initiated by Switzerland.

Ladies and Gentlemen,

I look forward to the discussion ahead to identify - and implement - effective measures for the protection of essential water services and infrastructure.

Finally, I would like to emphasize that the protection of access to water and sanitation infrastructure is at the heart of the protection of civilians in armed conflict. This is one of Switzerland's priorities as a member of the UN Security Council.

Thank you for your attention and enjoy the discussion.